

EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT
FÜR KOHLE UND STAHL

HOHE BEHÖRDE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

COMUNITA' EUROPEA
DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO

ALTA AUTORITA'

EUROPESE GEMEENSCHAP
VOOR KOLEN EN STAAL

HOOGHE AUTORITEIT

BULLETIN

de la

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

LUXEMBOURG

Juin 1960

5^e année N° 2

BULLETIN

de la

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

JUIN 1960

***Ce Bulletin concerne la période allant de
mars à mai 1960***

REFLEXIONS SUR UN ANNIVERSAIRE

Le 9 mai 1960 les institutions de la Communauté charbon-acier ont célébré solennellement à Luxembourg le 10ème anniversaire de la déclaration du président Schuman par laquelle a été inaugurée en 1950 la politique d'intégration économique de l'Europe.

Ce qui m'a paru le plus frappant lors de cette commémoration est la continuité de la politique inaugurée voici dix ans. M. Malvestiti, président de la Haute Autorité - qui a ouvert en mars dernier le premier numéro de cette nouvelle série du Bulletin de la C.E.C.A. - a bien défini le but de cette politique en montrant dans son allocution commémorative que "l'intégration d'un secteur et même de plusieurs secteurs de base ne saurait se justifier scientifiquement que comme un premier pas, comme une expérience nécessaire pour parvenir à des intégrations économiques plus vastes et plus complètes, qui postulent à leur tour irrésistiblement l'intégration politique".

La réconciliation franco-allemande était la pierre angulaire de l'entreprise du gouvernement français. Elle conditionnait et conditionne toujours la réussite politique et technique de la mise en commun des productions du charbon et de l'acier, objets de tant de discordes dans l'histoire passée de l'Europe. Comme l'a rappelé le président Schuman : "cette adhésion (de l'Allemagne) a été obtenue au lendemain d'après discussions sur le statut de la Sarre, sur les problèmes de la Ruhr et sur la limitation de la production industrielle allemande.

Désormais notre politique prenait un caractère de construction pacifique dans laquelle les engagements de l'Allemagne n'étaient plus des concessions arrachées à contre-coeur mais une contribution à l'oeuvre commune..".

Le succès de cette politique doit encore être constaté sur le plan de l'intégration économique. Il est facile de démontrer aujourd'hui que les cassandres de la construction européenne n'auront pas vu leurs prévisions pessimistes se réaliser. Je ne dis pas que durant les huit années d'expérience de la C.E.C.A. - j'ai participé comme représentant néerlandais à la négociation du traité et je suis membre de la Haute Autorité depuis 1952 - tous les espoirs aient été comblés. Mais je pense tout de même que les promoteurs de la politique d'intégration européenne ont vu juste et que l'idée de l'unification de l'Europe se réalise sous nos yeux avec des moyens pacifiques et grâce à l'accord librement consenti de nos six pays.

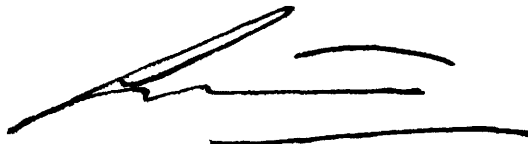
La création en 1956 et la mise en oeuvre en 1958 du marché commun général et de l'Euratom ne font que renforcer la valeur de ces considérations.

Un bref regard sur le passé indique que les premiers succès de l'intégration partielle furent plus rapides que généralement admis. La suppression des obstacles aux échanges, des principales subventions, des discriminations les plus importantes en matière commerciale ou de transport fut réalisée en peu de temps. L'orientation des investissements a donné de bons résultats. Le déficit structurel de la Communauté en ferraille a pu en grande partie être comblé malgré l'augmentation spectaculaire de la production d'acier. L'action communautaire dans le domaine social est également un succès qui vient encore d'être confirmé par la révision de l'article 56 du traité en matière de réadaptation.

Des difficultés se sont présentées lorsque cette intégration devait pénétrer davantage dans l'économie nationale. La jeune Communauté a déjà dû affronter des problèmes très graves provenant de l'état de crise dans lequel l'industrie charbonnière de certains pays se trouve depuis 1958. Des problèmes complexes se sont posés concurremment en matière de structure des

entreprises. Il faut cependant reconnaître que même s'il n'a pas été possible de satisfaire toutes les tendances, le pouvoir d'arbitrage de la Communauté a permis d'adopter des solutions communautaires. Il en est ainsi des mesures de sauvegarde rendues nécessaires par des situations exceptionnelles rencontrées dans le domaine charbonnier et particulièrement en Belgique. Dans beaucoup d'autres domaines, l'action de ce pouvoir d'arbitrage communautaire a été concrète et efficace et a puissamment contribué au développement de l'intégration économique.

Aujourd'hui la Communauté charbon-acier se trouve confrontée avec deux problèmes-clefs, à savoir celui de la coordination des politiques énergétiques et celui posé par la structure des entreprises ou par l'organisation de leurs ventes. Le lecteur trouvera dans le présent Bulletin une information précise sur l'évolution des questions économiques et sociales concernant la Communauté et les aspects les plus importants de son action de mars à mai 1960.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Dirk Spierenburg.

Dirk SPIERENBURG

1^{er} vice-président de la Haute Autorité
de la Communauté européenne du charbon et de l'acier

INSTITUTIONS

La commémoration de la déclaration du 9 mai 1950 de M. Robert Schuman a été célébrée solennellement le 9 mai 1960 à l'Ecole européenne de la Communauté du charbon et de l'acier, à Luxembourg, en présence de LL.AA.RR. Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince de Luxembourg ainsi que de M. Robert Schuman.

Cette cérémonie a réuni de nombreuses personnalités représentant la vie politique et administrative des Communautés européennes, des Etats membres et des pays tiers : MM. Jean Monnet, premier président de la Haute Autorité, Walter Hallstein, président de la Commission économique européenne et Etienne Hirsch, président de la Communauté européenne de l'énergie atomique y assistaient.

Les quatre présidents des institutions européennes du charbon et de l'acier ont prononcé des allocutions traitant de la politique d'intégration européenne; ce furent : MM. Piero Malvestiti, président de la Haute Autorité, Ludger Westrick, président en exercice du Conseil spécial de ministres, André-Matthias Donner, président de la Cour de Justice des Communautés européennes, Jean Forhman, vice-président de l'Assemblée parlementaire européenne, représentant M. Hans Furler, président de l'Assemblée. Ces discours furent suivis d'une déclaration du président Robert Schuman.

Assemblée parlementaire européenne (activités concernant la C.E.C.A.)

L'Assemblée parlementaire européenne s'est réunie à Strasbourg du 26 mars au 1er avril 1960. Au cours de cette session elle a procédé à l'élection de son nouveau bureau. M. Hans Furler, a été élu président de l'Assemblée. Elle a voté la modification de l'article 56 du traité de la C.E.C.A. par 114 voix contre 2 et a exercé ainsi pour la première fois un véritable pouvoir législatif. M. Malvestiti, président de la Haute Autorité, a présenté à l'Assemblée le 8ème rapport général de la Communauté charbon-acier qui sera discuté sur le fond à l'occasion de la session de juin 1960.

L'Assemblée a tenu la première partie de la session annuelle prévue par le traité de la C.E.C.A. du 10 au 18 mai 1960. M. Robert Schuman a été élu à la présidence d'honneur de l'Assemblée. Elle a adopté un projet de convention concernant l'élection du Parlement au suffrage universel direct. Elle s'est consacrée aux problèmes de la politique conjoncturelle, régionale

et structurelle, au 3ème rapport général de l'Euratom, à l'accélération du marché commun, à l'association de la Grèce et de la Turquie à la Communauté, aux problèmes relatifs à l'unification européenne et au fond social européen.

Conseil spécial de ministres

Le Conseil de ministres a tenu sa 67ème session le 22 mars 1960. Il a donné l'avis conforme sollicité par la Haute Autorité en vue d'affecter une somme de 2,8 millions d'unités de compte à l'exécution d'un nouveau programme de recherches concernant la médecine du travail. Il s'est prononcé à l'unanimité en faveur d'une prorogation d'un mois, jusqu'à fin avril 1960, de l'autorisation accordée aux sociétés minières de la Ruhr, d'instituer sous le contrôle de la Haute Autorité des mécanismes financiers communs. Le Conseil a enfin entendu un exposé détaillé de la Haute Autorité sur le déroulement des travaux du groupe de travail inter-exécutifs énergie entrepris en vue de la coordination des politiques énergétiques. A la demande du Conseil, la Haute Autorité a déposé au nom des trois exécutifs des Communautés européennes une note intérimaire sur la coordination des politiques énergétiques.

Au cours de sa 68ème session, le 9 mai 1960, le Conseil a pris des mesures douanières trimestrielles. Il a approuvé la demande de la Haute Autorité tendant à affecter une somme de 341 000 unités de compte à titre d'aide financière pour la réalisation d'un programme de recherches sur la combustion du gaz de hauts fourneaux pré-épuré. Il a décidé, à l'unanimité, d'instituer une commission spéciale "fonte" qui aura pour tâche d'examiner la situation conjoncturelle et structurelle prévalant actuellement sur le marché de la fonte.

Cour de Justice (affaires concernant la C.E.C.A.) (1)

Le 12 février 1960, la Cour de Justice a rendu son arrêt dans les affaires 15 et 29/59 et a rejeté les recours introduits par une société sidérurgique contre la décision 2/57 de la Haute Autorité qui refusait l'exonération de la contribution complémentaire pour de la ferraille consommée en 1958. Le 8 mars 1960 la Cour a rejeté par son arrêt dans l'affaire 3/59 le recours

(1) Pour les arrêts de la Cour concernant les recours introduits contre la décision de la Haute Autorité du 9 février 1958 (mesures tarifaires spéciales) voir ci-après "Transports".

introduit par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne contre la décision de la Haute Autorité du 1er décembre 1958 au sujet de la non exécution des décisions du 9 février 1958 concernant les tarifs spéciaux ferroviaires. Elle a rejeté également la thèse suivant laquelle le recours avait un effet suspensif automatique.

Le 4 avril 1960, la Cour a rendu trois arrêts. Dans l'affaire 34/59 elle a déclaré le recours irrecevable; dans l'affaire 31/59, elle a rejeté le recours d'une société sidérurgique contre la décision de la Haute Autorité du 15 avril 1959, relative à l'exercice d'un contrôle auprès de l'entreprise requérante. Dans les affaires 4 à 13/59, la Cour a annulé les décisions de la Haute Autorité du 6 janvier 1959 concernant la répétition de sommes perçues au titre de la péréquation de ferraille importée; les versements de péréquation effectués à tort par la Caisse de Bruxelles doivent ainsi être restitués par l'ensemble des utilisateurs de ferraille de la Communauté.

Durant la période couverte par le présent Bulletin, la Cour de Justice a été saisie de deux recours introduits par deux sociétés minières demandant l'annulation des articles 1, 3 et 5 de la décision 46/59 prise le 23 décembre 1959 par la Haute Autorité en application de l'article 37 du traité à la Belgique. D'autre part, trois sociétés sidérurgiques ont introduit des recours contre la Haute Autorité dans des affaires de péréquation de ferraille. L'un d'eux (affaire 1/60) a été déclaré irrecevable par la Cour au mois de mai 1960.

La Cour a été saisie en mars 1960 d'un recours introduit par une entreprise sidérurgique (affaire 4/60) demandant la révision de l'arrêt prononcé par la Cour le 17 décembre 1959 dans l'affaire 1/59.

Enfin, une société commerciale de charbon a introduit un recours concernant la libre circulation dans la Communauté des combustibles importés en provenance des pays tiers (affaire 9/60).

Comité consultatif

Le Comité consultatif s'est réuni le 15 mars 1960 (60ème session) et s'est prononcé en faveur de la prorogation pour une période limitée au maximum à trois mois (c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1960) des mécanismes financiers communs des entreprises minières de la Ruhr. Il s'est réuni en session plénière le 5 avril 1960 pour l'examen des programmes prévisionnels du 2ème trimestre 1960 et du bilan charbonnier pour 1960. Il a procédé à un échange de vues avec la Haute Autorité sur

l'état actuel des travaux en matière de coordination des politiques énergétiques.

Coopération intercommunautaire

L'organisation et la rationalisation du fonctionnement des trois services communs aux exécutifs des Communautés européennes ont fait l'objet, au mois de mars dernier, d'une décision qui est entrée immédiatement en vigueur.

Chaque service commun a été doté d'un conseil d'administration composé d'un représentant de chaque exécutif. Ces conseils prennent les décisions nécessaires au bon fonctionnement des services qu'ils administrent.

Chacun des trois exécutifs se voit confier la responsabilité administrative d'un service commun. La présidence de chaque conseil d'administration est assurée par l'exécutif qui assume la responsabilité du service en question. Les services communs ont été rattachés administrativement comme suit :

- Service commun d'information à la Commission économique européenne ;
- Service commun juridique à la Commission européenne de l'énergie atomique ;
- Office statistique européen à la Haute Autorité de la C.E.C.A.

RELATIONS EXTERIEURES

Le Canada est maintenant représenté auprès de la C.E.C.A. Le 28 avril 1960, S.E.M. Sydney D. Pierce, O.B.E., ambassadeur du Canada à Bruxelles et ministre plénipotentiaire à Luxembourg, a remis à M. Piero Malvestiti, président de la Haute Autorité de la C.E.C.A., les lettres l'accréditant en qualité de Chef de la mission du Canada auprès des trois Communautés européennes.

Le 4 mai 1960, S.E.M. l'ambassadeur Ernst Lemberger a remis à M. Piero Malvestiti, président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. les lettres l'accréditant en qualité de Chef de la mission d'Autriche auprès des Communautés européennes. L'Autriche est représentée auprès de la Haute Autorité depuis le mois de mai 1953.

La Haute Autorité a poursuivi des travaux préparatoires au sujet de l'inclusion éventuelle des produits C.E.C.A. dans la Conférence tarifaire générale du G.A.T.T., dite négociation Dillon, qui doit se tenir à Genève en 1960/1961.

La Haute Autorité a donné son avis lors de l'élaboration du rapport que le groupe des "Quatre" créé par la résolution adoptée à Paris, le 14 janvier 1960, sur la réorganisation de l'O.E.C.E. avait reçu mandat de rédiger. MM. Wehrer et Lapie, membres de la Haute Autorité, ont eu l'occasion de faire connaître les vœux et suggestions de la Haute Autorité à ces personnalités.

A la fin du mois de mai un groupe de quatorze parlementaires britanniques a rendu visite aux exécutifs des Communautés européennes à Luxembourg et à Bruxelles. Le 30 mai eut lieu une série de rencontres avec les représentants de la Haute Autorité pour l'étude notamment des problèmes énergétiques et charbonniers de la Communauté. Le 31 mai les parlementaires britanniques se sont rendus dans le bassin belge du Borinage. Ils ont séjourné le 1er et le 2 juin à Bruxelles pour rencontrer les représentants de la Communauté économique européenne et de la Commission européenne de l'énergie atomique.

COORDINATION DES POLITIQUES ENERGETIQUES

Les travaux devant conduire à des propositions à faire par la Haute Autorité, en collaboration avec les Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom, au Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. sur des orientations générales de la politique énergétique sont préparés par un groupe de travail permanent inter-exécutifs de l'énergie composé de membres de chaque exécutif de la C.E.E. de l'Euratom et de la C.E.C.A. Il est présidé par M. Lapie, membre de la Haute Autorité.

Sous la conduite de ce groupe inter-exécutifs des consultations préliminaires avec les administrations nationales ont d'abord eu lieu. Ensuite, des études ont été poursuivies par des fonctionnaires des organes exécutifs. Ces études ont conduit à l'établissement d'une note intérimaire traitant des principes essentiels de la coordination des politiques énergétiques, des modalités de cette coordination et de mesures d'urgence à adopter en cours d'une période préparatoire.

D'autres études sont en cours, qui devraient dans la suite servir d'annexes à la note principale; elles concernent:

- les conséquences pour le charbon de la Communauté de divers prix éventuels d'importation des produits énergétiques en différents endroits de la Communauté;
- la politique commerciale sous l'aspect notamment des réglementations existantes dans des Etats membres et de la nature des pouvoirs attribués aux exécutifs en matière de politique commerciale;
- les conditions de concurrence sur le marché de l'énergie.

La note intérimaire a été remise au Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. lors de sa réunion du 22 mars dernier. A la demande du président du Conseil, elle a été examinée d'abord par le Comité mixte (1), lors de sa séance du 25 mai 1960. Elle doit faire l'objet, lors de la prochaine session du Conseil de ministres prévue pour le 14 juin 1960, d'un échange de vues devant dégager les positions respectives et les solutions possibles.

(1) Le Comité mixte fut constitué en 1953 par le Conseil spécial de ministres. Il est composé de représentants des gouvernements et de la Haute Autorité. Il a pour mission de mettre en oeuvre une méthode permanente d'examen et de coopération pour la politique générale d'expansion et la politique suivie dans les industries du charbon et de l'acier. Ses travaux ont porté surtout sur les problèmes de la politique énergétique.

Selon la note intérimaire le prix est l'élément qui permettra de choisir les objectifs d'une politique coordonnée de l'énergie et, en conséquence, les moyens d'atteindre ces objectifs. La note arrive ainsi à la notion de prix d'orientation: c'est celle d'un prix futur ou d'une zone de prix tenant compte d'imprécisions inévitables, dont les prix du marché doivent se rapprocher au bout d'une certaine période. Le rôle de ce prix d'orientation sera de permettre aux producteurs, utilisateurs ainsi qu'aux pouvoirs publics de prendre les mesures, dont ils sont responsables, nécessaires à la réalisation de cette coïncidence. Ces mesures concernent les adaptations nécessaires ou les modernisations désirées, les investissements et la politique économique des gouvernements et des exécutifs européens.

Le niveau du prix ou de la zone de prix d'orientation dépendra, dans une large mesure, du choix qu'il sera nécessaire de faire entre une concurrence tout à fait libre sur le marché des produits énergétiques et l'adoption d'une certaine marge de préférence pour les combustibles de la Communauté.

Dans le cas de l'adoption d'un régime de libre concurrence, la Communauté n'en devra pas moins, en période de fonctionnement normal, déterminer une politique commerciale et des règles de concurrence communes. Elle devra, de même, fixer une attitude commune au sujet des importations en provenance de pays à commerce d'Etat ou à bas salaires et mettre en place un dispositif antidumping communautaire.

Les travaux préliminaires devant conduire à préciser le prix d'orientation et à déterminer une ou plusieurs périodes d'adaptation prendront sans doute un certain temps. En attendant, un examen comparatif des mesures déjà adoptées par les gouvernements ou les producteurs devra poursuivre le but de les amener à produire des effets convergents. Il sera également nécessaire que soient entrepris sans tarder de grands efforts tendant à la rationalisation des exploitations, à la reconversion des régions, à l'harmonisation des conditions de concurrence, à la pratique d'une politique anticyclique et à l'adoption d'une politique commerciale commune.

La note intérimaire comporte en annexe un questionnaire portant sur les problèmes de principe développés dans la note. Ce questionnaire a été transmis aux gouvernements. Il leur est demandé d'éclairer les problèmes soulevés dans la note au moyen d'indications précises et souvent chiffrées.

L'établissement d'un bilan énergétique prévisionnel pour la Communauté est une nécessité urgente. Des perspectives de la consommation d'énergie de la Communauté en 1960 ont été établies pour la première fois dans un cadre qu'on s'est efforcé de rendre uniforme pour les différents Etats membres et les différents produits énergétiques. Des travaux de ce genre seront poursuivis de façon permanente. Les résultats actuels ont été soumis à l'examen du Comité consultatif.

Par ailleurs, un bilan d'énergie prévisionnel pour l'année 1960 a été communiqué au Conseil de ministres de la C.E.C.A. le 22 mars dernier.

Enfin, la Commission pour la politique énergétique de l'Assemblée parlementaire européenne a émis, au cours de sa réunion du 6 mai, le souhait que des mesures pratiques soient prises aussi rapidement que possible afin d'éviter toute divergence entre les politiques énergétiques des Etats membres.

MARCHE COMMUN DU CHARBON ET DE L'ACIER

CONJONCTURE GENERALE

Le niveau de l'activité économique générale dans la Communauté reste très élevé. L'indice de la production industrielle pour le premier trimestre de l'année accuse une augmentation de 14 % par rapport à la période correspondante de 1959. Un ralentissement du rythme d'expansion est pourtant perceptible depuis le mois de février et indique que dans certains pays membres l'expansion se heurte à une pénurie de facteurs de production. Le niveau des prix à la consommations reste stable et a même eu tendance à baisser, depuis le mois de février, en raison de la baisse des prix de certains produits alimentaires. Sous la pression de la demande, les importations ont augmenté de 28 % au cours du premier trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente. En Italie et aux Pays-Bas, les exportations n'ont pas suivi le rythme de l'accroissement des importations, en République fédérale, au contraire les exportations ont atteint en mars un niveau supérieur de 43 % à celui de mars 1959. En raison notamment des excédents extérieurs accumulés, les liquidités sur les marchés financiers de la Communauté restent, en général, élevées.

CHARBON

Situation générale

Après l'affaissement du marché en 1958 et 1959 on assiste depuis la fin de l'année dernière à une stabilisation et même à une légère reprise de la demande.

La meilleure tenue actuelle du marché est due à l'expansion économique et surtout à l'accroissement considérable de l'activité sidérurgique. Pour la fonte, en effet, la production du 1er trimestre 1960 était de 26 % supérieure à celle du 1er trimestre 1959, réagissant ainsi sur l'activité de la carbonisation.

Importations

Les importations de houille en provenance des pays tiers, déjà ramenées en 1959 à 19 millions de tonnes, subissent une nouvelle réduction au 1er trimestre 1960. Elles s'élèvent en

effet à 4 millions de tonnes contre 6,4 au 1er trimestre 1959, soit -37 %. La diminution porte sur le courant en provenance des USA avec -44 % et dans une moindre mesure sur les courants en provenance de Pologne et d'URSS. En revanche, les importations en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de 17 %.

Exportations

Les exportations de houille vers les pays tiers n'atteignent que 0,8 million de tonnes au 1er trimestre 1960, soit une diminution de 20 % sur la moyenne trimestrielle de l'année 1960. Tous les pays exportateurs, à l'exception des Pays-Bas, sont touchés par ce recul. Les exportations de coke (0,8 million de tonnes au 1er trimestre 1960) diminuent dans une proportion plus faible : 8 %.

Production

Malgré des éléments conjoncturels favorables et les restrictions à l'importation, imposées dans certains pays, on se trouve toujours devant un surplus de disponibilités et un certain nombre de charbonnages doivent chômer. Sur les quatre premiers mois de 1960, les tonnages non produits par chômage se sont élevés à près de 2,9 millions de tonnes dont 1,5 million pour la Belgique, 0,8 million pour la France et 0,6 pour l'Allemagne sur lesquels 0,43 proviennent de la Sarre.

Les possibilités de production, c'est-à-dire avant chômage, ont évolué de la façon suivante durant les quatre premiers mois de 1959 et de 1960:

Production houille

(en 1 000 t)

	Janvier à avril				Diffé- rence %
	1960			1959	
	Pro- duction	Chômage	Total	Total (prod. + chômage)	
Allemagne (Sarre comprise)	48 206	556	48 762	51 733	- 5,7
Belgique	7 798	1 524	9 322	9 717	- 4,1
France	19 623	792	20 415	20 335	+ 0,4
Italie	257	-	257	248	+ 3,6
Pays-Bas	4 028	-	4 028	4 027	-
<u>Communauté</u>	79 912	2 872	82 784	86 060	- 3,8

L'augmentation du rendement a compensé en général le départ des mineurs. En Allemagne la diminution de 5,7 % est due avant tout à l'introduction de la semaine de 5 jours à partir du 1er mai 1959.

Les stocks de houille à la mine, après avoir baissé au début de l'année, se retrouvent à fin avril 1960 à 31,9 millions de tonnes soit 0,7 million de plus qu'à la fin de 1959.

Malgré une réduction de près de 1,15 million de tonnes des stocks de coke dans les cokeries de la Communauté (fin décembre 1959 à fin avril 1960), la production de coke s'est développée au début de l'année 1960. La production de coke est avec 24,5 millions de tonnes de 1,25 million de tonnes plus élevée durant les quatre premiers mois de 1960 que celle de la période correspondante de 1959, soit en augmentation de 5,4 %.

Echanges

Les échanges de houille et d'agglomérés de houille entre les pays de la Communauté ont porté durant le 1er trimestre 1960 sur 5,3 millions de tonnes contre 5,0 millions de tonnes pour le 1er trimestre 1959, soit une augmentation de 9,5 %.

Des restrictions ont été apportées aux échanges de houille de la Belgique avec les autres pays de la Communauté par la décision de la Haute Autorité 46-59 en application de l'art. 37 du traité. Cette décision est en vigueur depuis le 1er janvier 1960; elle ramène le solde annuel importateur des échanges avec la C.E.C.A. à 0,9 million de tonnes contre 1,5 million de tonnes atteint en 1959. Pour le 1er trimestre 1960 les contingents, objet d'un contrôle par licence, ont été respectés.

La réduction des échanges avec la Belgique est plus que compensée par un très fort accroissement des livraisons de charbon communautaire vers l'Italie (950 000 tonnes contre 417 000 tonnes).

Les échanges de coke entre les pays de la Communauté ont augmenté de 24 %, grâce au développement de l'activité sidérurgique, passant pour le 1er trimestre 1960 à 2,6 millions de tonnes.

Prix

De nombreux producteurs ont déposé des barèmes entrant en vigueur pour la nouvelle année charbonnière.

Les prix de base n'ont généralement subi que des modifications de détail, soit en baisse, soit en hausse.

Le bassin de la Ruhr n'a pas modifié ses prix, mais il y a des baisses sur quelques classés (de 2 à 5 DM), à Aix-la-Chapelle et en Basse-Saxe.

En France, il y a eu des mouvements de prix dans les deux sens, dans tous les bassins, généralement sur les classés et des hausses sur les charbons à coke et sur les cokes métalliques (en général de 3 NF).

Les mines néerlandaises ont, dans des barèmes en vigueur au 1er avril 1960, appliqué, sans condition, les prix des sortes industrielles déjà applicables "sans conditions" au 1er janvier 1960 et introduit quelques baisses sur les sortes domestiques. Les baisses s'échelonnent de 0 à 3 florins pour les classés (exceptionnellement 6 fl) et affectent toutes les fines à l'exception des gras (4 fl pour les fines lavées et 4,5 pour les fines brutes).

L'évolution des prix de la houille belge est décrite dans les passages consacrés ci-dessous à la situation particulière en Belgique. Pour les cokeries belges, il y a eu des baisses variant entre Fr.b. 25 et Fr.b. 50 selon les calibres, et renforcement des primes de quantités, augmentation des primes ou diminution des tonnages périodiques y donnant droit.

Majorations et minorations saisonnières

Tous les producteurs ont introduit des dispositions de minorations et majorations saisonnières de prix; ces dispositions sont en général plus détaillées que ce n'était le cas il y a un an et si elles portent toujours sur la même gamme de produits, les minorations et majorations sont différenciées selon les produits et les époques.

SITUATION DE L'INDUSTRIE CHARBONNIERE BELGE

Production

L'industrie charbonnière belge reste caractérisée par un déséquilibre important entre sa production effective et les possibilités d'écoulement du marché belge. Pendant les cinq premières années du marché commun la production annuelle moyenne a été de 29,5 millions de tonnes avec des variations de faible amplitude et un léger déplacement du Sud vers la Campine. L'écoulement moyen sur le marché intérieur belge a été de 24,3 millions de tonnes. Le marché commun lui-même a permis, en partie, de

résorber cette différence, notamment grâce à la péréquation (par. 26, 2c, de la convention relative aux dispositions transitoires) et la période de haute conjoncture a permis des exportations dans les pays tiers. Ainsi une partie des stocks a pu être écoulée. Cette situation a masqué le vrai problème, mais avec la crise charbonnière il est apparu dans toute son ampleur. Actuellement, malgré les réductions de production prévues par le plan d'assainissement, la production demeure excédentaire par rapport aux possibilités d'écoulement.

Le chômage est actuellement de 3 à 4 jours par mois en moyenne, aussi bien en Campine que dans le Sud, ce qui correspond à une perte de production d'un peu plus d'un million de tonnes pour le 1er trimestre 1960. Pour un certain nombre de charbonnages, le chômage est beaucoup plus important: dans quelques cas il atteint pratiquement un jour sur deux.

Situation de l'assainissement

L'assainissement s'est poursuivi dans son ensemble avec un régime accéléré par rapport à celui qui était initialement prévu. En revanche, par rapport aux fermetures annoncées pour l'année 1959 il y a eu quelque retard, mais le retard a été rattrapé.

En 1960 trois sièges de charbonnages ont été fermés.

Le plan d'assainissement révisé qui devait aboutir à une réduction de 9,5 millions de tonnes au lieu de 5,5 et qui devait être soumis à la Haute Autorité pour le 1er mai 1960, dans le cadre de la décision prise en application de l'article 37, n'a pas encore été transmis à la Haute Autorité pour des raisons particulières, mais le Gouvernement belge s'est engagé à le soumettre à bref délai.

La situation des prix

Le comptoir de vente de COBECHAR a établi des nouveaux prix depuis la date du 16 janvier 1960 auquel se réfère le 8ème rapport général. Ces nouveaux prix sont en vigueur à partir du 3 mars 1960. Ils accusent, par rapport à la situation du 15 juin 1959, qui avait été retenue, des baisses sur la plupart des catégories et sortes, baisses qui s'échelonnent jusqu'à 180 Fr.b.

Actuellement 10 charbonnages sur 55 sont dissidents du Comptoir belge du charbon et vendent selon des barèmes autonomes. Le tonnage de production intéressé par les dissidents représente environ 6,8 millions de tonnes, soit près de 30 % de la production totale. On remarquera toutefois que les dissidents ne concernent que quelques charbonnages de Campine et des charbons maigres et anthraciteux.

Pour les gras B, les dissidents ont les mêmes prix que COBECHAR pour toutes les sortes, mais pour les gras A, ils sont de 10 à 20 Fr.b. moins chers pour les classés de plus de 20 mm. Pour les 3/4 gras, il n'y a pas de différence de prix.

Pour les maigres, les dissidents sont moins chers. Les différences vont jusqu'à:

125 Fr.b.	sur les	50/80
50	" "	20/30
75	" "	fines lavées
60	" "	fines brutes

Pour les anthracites:

70 Fr.b.	sur les grains	5/10
75	" "	fines lavées
60	" "	fines brutes.

Applications de la décision n° 46-59

La décision 46-59 prise en applications de l'article 37 du traité prévoit d'une part une accélération de l'assainissement en Belgique - problème qui a été traité précédemment - et d'autre part des restrictions aux échanges de charbon entre la Belgique et les autres pays de la Communauté ainsi qu'à l'importation en provenance des pays tiers (art. 3, 4 et 6 de la décision). D'après l'article 5, la répartition des tonnages fixés aux articles 3 et 4 doit être opérée en liaison avec les gouvernements intéressés sur une base équitable approuvée par la Haute Autorité. D'après l'article 9, la Haute Autorité contrôle le respect de la disposition, notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation des licences.

ACIER

Situation du marché de l'acier

Le marché de l'acier se situe dans une conjoncture favorable. Les capacités de production sont utilisées à plein. Pour les quatre premiers mois de l'année, la production a atteint le rythme annuel de 72 millions de tonnes d'acier brut. La demande intérieure est très soutenue. La demande à l'exportation a fléchi jusqu'en mars, mais s'est redressée en avril.

Dans l'ensemble la production peut répondre à la demande totale et les carnets n'ont que peu augmenté depuis le début de

l'année; ils sont à la fin avril du même ordre que ceux de fin 1955 en dépit d'un niveau de production plus élevé de presque moitié.

Le fil machine et les tôles fines continuent à être les produits les plus demandés alors que la demande n'est pas aussi pressante sur les tôles fortes, les poutrelles et les rails. Avec l'arrivée de la belle saison, la situation des ronds à béton et des aciers marchands légers s'est renforcée.

Prix

L'évènement important qui s'est produit dans le domaine des prix est le relèvement des prix de l'acier français, publié en mars et entré en vigueur le 1er avril 1960. L'augmentation moyenne des prix a été calculée par la sidérurgie française comme étant de 4,75 %. Il existe cependant des différences notables par produits: ainsi les prix des tôles de carrosseries n'augmentent que de 2,4 % alors que les prix des laminés marchands, des profilés, du fil machine et du matériel de voies s'élèvent de 8,4 %. Les prix de l'acier Thomas ont plus augmenté que ceux de l'acier Martin. Les prix des aciers spéciaux ont été relevés de 0,5 à 7 %. Malgré cette augmentation, les prix rendus de l'acier français dans tous les grands centres de consommation de la Communauté demeurent les plus bas.

Certaines modifications de prix de faible amplitude ont également eu lieu notamment en Belgique et en Italie. En Allemagne de nouveaux extras de dimension et de nouveaux prix de base ont été publiés pour le fil machine aboutissant à une très légère augmentation des prix effectifs.

Matières premières

Le marché de la ferraille a continué à être bien équilibré malgré les forts besoins d'une production record d'acier. Le déficit de la Communauté en ferraille au 1er trimestre 1960 a été de 458 000 tonnes; il a été couvert par 312 000 tonnes d'importations et une réduction de stocks de 146 000 tonnes. Ce résultat est dû à un taux de ressources propres assez favorable et à une collecte qui s'est jusqu'à présent maintenue abondante.

Les prix intérieurs de la ferraille sont stables en Allemagne mais sont en baisse en France, en Belgique, en Italie et aux Pays-Bas. A la mi-avril, les prix, taxe comprise, s'échelonnaient de 35,5 \$ en France à 45,84 \$ en Italie. Le composite-price s'est stabilisé depuis un mois et demi aux environs de 32 à 33 \$, de sorte que la ferraille américaine arrive dans la Communauté plus ou moins au niveau des prix intérieurs.

La production de fonte atteint, comme la production d'acier, des niveaux records. Mais cette haute conjoncture sidérurgique ne s'est pas répercutée sur le marché de la fonte qui ne porte que sur 10 % de la production de fonte, 90 % étant consommés directement dans les aciéries intégrées aux hauts fourneaux.

Le marché de fonte est resté dans une situation difficile pour les entreprises de la Communauté du fait de la concurrence des pays tiers. Certains de ceux-ci disposent en effet de tonnages importants qu'ils peuvent écouler à bas prix du fait qu'il s'agit, soit de productions marginales, soit de productions venant de nouveaux hauts fourneaux auxquels n'ont pas encore été adjointes les aciéries correspondantes soit, mais ceci est moins facilement démontrable, de productions à meilleurs coûts ou dans certains cas de prix politiques.

Les entreprises de la Communauté sont obligées, ou bien de s'aligner sur ces offres des pays tiers, ou bien de ramener leurs propres barèmes à leur niveau. C'est, par exemple, ce qu'ont fait en mars les producteurs intégrés de fonte d'affinage en Allemagne qui, après avoir appliqué un système de rabais, ont abaissé les prix de base de 24 % pour les fontes d'affinage et de 33 % pour les ferromanganèses.

La situation est particulièrement délicate sur le marché des fontes de moulage qui sont commercialisées pour la plus grande partie et représentent les deux tiers du marché de la fonte.

Les fonderies de fonte tendent en effet à utiliser de plus en plus de ferraille en s'équipant de cubilots à vent chaud. Les articles en tôle, en matière plastique ou même en acier moulé, tendent pour nombre d'emplois à se substituer aux articles en fonte moulée, de sorte que la production de pièces moulées ne suit pas le mouvement économique général. De plus, les moulages de fonte produits sont de plus en plus légers et exigent par conséquent une consommation de fonte proportionnellement plus faible. Ainsi, les livraisons de fonte pour la production de fontes de moulages ont-elles baissé de 3,4 millions de tonnes en 1956 à 2,6 millions de tonnes en 1959.

Les hauts fourneaux qui se trouvent en difficulté, sont les hauts fourneaux "commerciaux" non intégrés; ils occupent dans la Communauté environ 7 000 travailleurs. Ils appartiennent en majorité à des usines de petites dimensions établies, pour des raisons historiques, dans des lieux d'exploitation périphériques, en-dehors des concentrations industrielles.

Devant cette situation, la Haute Autorité a proposé au Conseil de ministres la création d'un comité ad hoc "Fonte". Le Conseil de ministres a adopté l'instauration de ce comité ad hoc pendant sa réunion du 9 mai 1960. Ce comité est destiné à étudier

l'ensemble des problèmes posés par le marché de la fonte; non seulement ceux qui sont posés aux producteurs mais également ceux qui se posent du côté des négociants et des consommateurs.

La production de minerai de fer de la Communauté atteint le rythme de 100 millions de tonnes par an et la forte production de fonte est, par la consommation de coke qu'elle entraîne, un élément important de soutien du marché charbonnier.

ENTENTES ET CONCENTRATIONS

CONCENTRATIONS

1) Concentrations horizontales Acier-acier

Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et de St-Etienne, Paris/Société des Aciéries et Forges de Firminy, Paris.

La Haute Autorité a autorisé la fusion de ces deux entreprises sidérurgiques.

Plusieurs autres entreprises, contrôlées par l'une ou l'autre de ces sociétés, sont indirectement touchées par l'opération en question.

La production d'acier brut intéressée par cette opération est d'une importance modeste.

La production de laminés finis de l'ensemble de ces sociétés est également peu importante.

Plus importante est par contre la production d'aciers spéciaux du groupe d'entreprises intéressées à cette concentration.

La Haute Autorité a reconnu toutefois que la fusion entre la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et de St-Etienne et de la Société des Aciéries et Forges de Firminy ne donnera pas aux entreprises intéressées le pouvoir de faire obstacle à une concurrence effective sur le marché et d'échapper aux règles de concurrence résultant de l'application du traité en établissant une position artificiellement privilégiée comportant un avantage substantiel dans l'accès aux approvisionnements ou aux débouchés.

Dortmund-Hoerder-Hütten Union AG, Dortmund/Hüttenwerk Siegerland AG, Sieger.

La Haute Autorité a autorisé l'acquisition par la Dortmund-Hoerder-Hütten Union AG (DHH) de la majorité des actions représentant le capital de la Hüttenwerk Siegerland AG (HWS).

Ce cas avait été examiné d'abord en étroite liaison avec la demande de concentration entre l'August Thyssen Hütte AG et la Phoenix Rheinrohr AG, en raison de la participation détenue par la première société au capital de la HWS. Après

le retrait de la demande de concentration entre les sociétés Thyssen et Phoenix-Rheinrohr, la Haute Autorité avait repris l'examen individuel de la demande de concentration DHH/HWS.

La DHH est une entreprise sidérurgique intégrée spécialisée dans la production de tôles fortes. La HWS est une entreprise partiellement intégrée, spécialisée dans la production de tôles fines. La concentration de ces deux entreprises spécialisées dans des directions différentes aura pour résultat d'élargir le programme de fabrication du nouveau groupe dans le domaine des produits plats. Les effets de cette opération sur la production de fonte et d'acier brut de ce nouveau groupe sont peu importants.

En dehors de la concentration directe entre DHH et HWS, l'opération a pour effet une concentration indirecte avec l'entreprise néerlandaise, la Koninklijke Nederlandsche Hoogovens in Staalfabrieken à IJmuiden, laquelle est cependant située dans une partie différente du marché commun et dont la majeure partie des ventes de produits laminés s'effectue dans des régions différentes de celle des débouchés de la DHH et de l'HWS.

Malgré la position qui résultera pour les entreprises intéressées sur le marché des produits laminés à la suite de l'opération de concentration, elles demeureront en concurrence dans le marché commun avec des entreprises ou groupes d'entreprises de grandeurs comparables. Notamment, la production des tôles fines est en pleine expansion et il subsistera après la concentration un nombre assez grand de producteurs de ces produits dans la Communauté.

2) Concentrations verticales

Acier-transformation

Société des Hauts-Fourneaux de la Chièrs/
Etablissements Schenmetzler-Duchêne & Fils.

La première de ces deux sociétés a été autorisée par la Haute Autorité à absorber la deuxième par voie de fusion.

Bien que cette seconde entreprise consomme une quantité nettement inférieure à la limite prévue par la décision 25-54 portant règlement d'application de l'art. 66 par. 3 du traité relatif à l'exemption d'autorisation préalable, la Haute Autorité a estimé que l'opération de concentration en cause tombait sous les prescriptions de l'art. 66 du traité et nécessitait par conséquent une autorisation préalable. Elle a en effet tenu compte des liens qui unissent la Société des Hauts Fourneaux de la Chièrs à d'autres sociétés sidérurgiques de la Communauté, dont la consommation d'acier dépasse les limites d'exemption de la décision 25-54.

La Haute Autorité a accordé son autorisation. Elle a constaté que cette opération de concentration ne pourrait en aucune manière modifier la position de la Société des Hauts-Fourneaux de la Chiers et des sociétés liées à elle sur le marché des produits en cause.

Union Sidérurgique du Nord de la France (USINOR)/
Société Dunkerquoise de Sidérurgie.

La Haute Autorité a examiné une opération par laquelle Usinor procédait à l'acquisition de la totalité du capital de la Société Dunkerquoise de Sidérurgie.

Cette seconde société, de constitution récente, se trouve sous le contrôle de la société Usinor depuis sa fondation.

La Haute Autorité, après avoir constaté l'existence préalable de ce contrôle (voir la décision 24-54 relative aux éléments qui constituent le contrôle d'une entreprise), a informé les intéressés que l'opération envisagée ne nécessitait pas d'autorisation conformément aux termes de l'art. 66 du traité.

Cornigliano S.p.A./Ilva S.p.A.

La Société holding d'Etat Società Finanziaria Siderurgica per azioni (FINSIDER) a informé la Haute Autorité que, dans le cadre d'une réorganisation générale de ses participations, deux sociétés sidérurgiques italiennes, contrôlées par elle, la S.p.A. Cornigliano et la S.p.A. Ilva, allaient fusionner.

La Haute Autorité, après avoir constaté l'existence préalable du contrôle de ce holding sur les deux sociétés mentionnées ci-dessus, a informé les intéressés que la fusion envisagée n'était pas à considérer comme opération tombant sous les prescriptions de l'art. 66 par. 1 du traité et qu'elle ne nécessitait pas, en conséquence, l'autorisation préalable de la Haute Autorité.

3) Retrait de la demande de concentration de August Thyssen
Hütte AG avec Phoenix-Rheinrohr AG

Le 29 octobre 1958 August Thyssen Hütte AG (ATH) avait présenté une demande à la Haute Autorité en vue d'obtenir l'autorisation d'acquérir le contrôle de la Phoenix-Rheinrohr AG par la prise d'une participation majoritaire.

L'instruction de cette demande d'autorisation de concentration a duré jusqu'aux mois d'octobre et de novembre 1959,

les entreprises intéressées ayant communiqué à la Haute Autorité les derniers éléments du dossier à cette époque. Il convient cependant de remarquer que, même si la procédure d'instruction avait pu être terminée quelques mois plus tôt, la Haute Autorité n'aurait guère pu prendre une décision, attendu que son mandat était venu à expiration et que le collège n'était pas au complet, le membre allemand décédé au mois de mars 1959 n'ayant pas été remplacé.

Le nouveau collège de la Haute Autorité a entrepris au mois de décembre l'examen de l'affaire en cause. Dès ses premières délibérations sur ce cas de concentration, dont l'ampleur dépassait toutes les concentrations autorisées jusqu'ici par elle, il est apparu que la Haute Autorité ne pourrait l'autoriser sans plus.

Les entreprises intéressées auraient totalisé après la concentration une production d'acier brut et de produits laminés très importante, même sans tenir compte des liaisons indirectes avec d'autres entreprises sidérurgiques de la Communauté.

La concentration aurait eu pour résultat de doubler en quelque sorte la base d'acier brut de l'ATH et de couvrir la presque totalité de la gamme des produits laminés, conséquence à laquelle il convenait d'attacher une importance particulière en raison de la forte position des entreprises en cause dans le domaine des demi-produits.

La Haute Autorité a examiné si elle pouvait résoudre les problèmes posés par cette demande de concentration moyennant des conditions, attendu que l'article 66, par. 2 du traité habilite la Haute Autorité à subordonner les autorisations de concentration à toutes conditions appropriées. Elle en a informé les entreprises intéressées qui se sont déclarées disposées à examiner les problèmes en question avec quelques Membres du collège.

Pendant que la Haute Autorité examinait les différentes questions et avant qu'elle ait pris une décision au sujet de la concentration en question, les entreprises intéressées ont retiré leur demande le 27 avril 1960.

ENTENTES

Ferraille

Avis sur les accords, décisions et pratiques concertées sur le marché commun de la ferraille.

Après la longue enquête qu'elle a menée sur le marché de la ferraille, la Haute Autorité est parvenue à la conclusion qu'il était nécessaire de rappeler et de préciser à tous les intéressés quels étaient les accords, les décisions et pratiques sur le marché de la ferraille devant être considérés comme contraires à l'art. 65 du traité et étant, par conséquent, interdits.

La Haute Autorité a donc publié dans le Journal officiel des Communautés européennes du 24 février 1960 un avis à ce sujet aux termes de l'art. 14, alinéa 4 du traité.

Décision relative aux renseignements à recueillir et aux contrôles à effectuer sur le marché de la ferraille.

La Haute Autorité, après avoir constaté l'existence dans le passé sur le marché commun de la ferraille de décisions et de pratiques concertées restreignant ou faussant le jeu normal de la concurrence, a décidé (décision 8-60 du 9 mars 1960), que les anciens bureaux régionaux de l'Office commun des consommateurs de ferraille ainsi que l'Ufficio statistico acquiriti rottami (USAR) devront à l'avenir lui transmettre dans leur texte intégral :

- toutes les décisions prises par leurs organes et commissions;
- tous les procès-verbaux des délibérations de leurs organes et commissions;
- toutes les lettres et circulaires adressées aux entreprises adhérentes,

pour autant que ces décisions et documents se rapportent à la ferraille.

La Haute Autorité ayant en outre constaté la nécessité de pouvoir recueillir auprès des entreprises de la Communauté consommatrices de ferraille et de leurs associations tous les renseignements nécessaires et de pouvoir procéder à tous les contrôles nécessaires, a précisé aux intéressés l'obligation de fournir aux fonctionnaires de la Haute Autorité, chargés du contrôle, tous les renseignements nécessaires et de leur présenter toutes les pièces relatives à leur activité dans le domaine de la ferraille.

Charbon

Participation de la Sorema à l'OKU.

Le 27 mai 1959 la Haute Autorité avait prorogé l'autorisation de l'achat en commun de combustibles de la Communauté par les négociants de charbon en gros opérant en Allemagne du Sud. Elle avait autorisé à ce moment la continuation de la participation de la "Société rhénane d'exploitation et de maintenance" (Sorema) à cette organisation d'achat en commun, l'Ober-rheinische Kohlen-Union (OKU), jusqu'au 31 mars 1960.

En date du 22 mars 1960, la Sorema a demandé, en accord avec l'OKU, la prorogation de sa participation à cet organisme jusqu'à la date d'expiration d'autorisation accordée à l'OKU, soit jusqu'au 31 mars 1962.

La Haute Autorité avait considéré en 1959 que le lien entre l'OKU et les négociants français appartenant à la Sorema et approvisionnés en partie par le Rhin supérieur devait être maintenu à titre transitoire.

Considérant que les motifs de cette réglementation subsistent, la Haute Autorité a autorisé la participation de la Sorema à l'OKU jusqu'au 31 mars 1962.

Il sera à ce moment possible de procéder à un examen de la situation du marché et à une adaptation uniforme de l'organisation commerciale de l'OKU.

Vente du charbon de la Ruhr

Depuis la parution du dernier Bulletin, la Haute Autorité a poursuivi les entretiens avec le Gouvernement fédéral et les intéressés afin de trouver des formes d'organisation compatibles avec le traité pour la vente du charbon de la Ruhr. Dans le but de ménager un délai nécessaire à l'élaboration de nouvelles demandes par les intéressés et l'examen de ces demandes par la Haute Autorité, celle-ci a prolongé jusqu'au 30 juin 1960, par décision 11-60 du 20 avril 1960, après consultation du Comité consultatif et du Conseil spécial de ministres en ce qui concerne les mécanismes financiers communs, les autorisations relatives aux organisations de vente du bassin de la Ruhr accordées par les décisions 17-59 et 36-59.

Par lettre du 20 mai 1960, les entreprises charbonnières du bassin de la Ruhr ont soumis à la Haute Autorité pour autorisation deux nouveaux accords au sujet de la vente en commun de leurs produits pour la période postérieure au 30 juin 1960, à savoir:

- 1) un accord prévoyant une vente en commun par les sociétés minières du bassin de la Ruhr jusqu'au 31 mars 1963. Les demandeurs ont déclaré à ce sujet qu'ils ont l'intention d'introduire un recours devant la Cour de Justice en cas de refus de cette demande par la Haute Autorité dès qu'ils seraient en possession d'une décision formelle de la part de la Haute Autorité;
- 2) à titre accessoire, en cas de refus de leur première demande, un accord sur la prolongation jusqu'au 31 mars 1963 des dispositions contractuelles actuellement en vigueur concernant les organisations de vente du bassin de la Ruhr. Les demandeurs sont d'avis qu'en tenant compte de la crise d'écoulement dans les charbonnages, le maintien des réglementations actuellement en vigueur s'impose jusqu'à la fin de l'année charbonnière 1962/63.

TRANSPORTS

Harmonisation des prix et conditions de transport

La Haute Autorité a adressé aux gouvernements des Etats membres, le 31 mars 1960, une lettre leur faisant part de sa décision de reprendre l'examen, pour les différents modes de transport, des prix et conditions de transport de toute nature appliqués au charbon et à l'acier en vue d'en réaliser l'harmonisation dans le cadre de la Communauté et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun en tenant compte, entre autres éléments, du prix de revient des transports.

En raison de l'urgence que présentent certains problèmes d'aménagement des tarifs ferroviaires (transports massifs, relativités tarifaires ...), les travaux débiteront par l'examen des conditions d'harmonisation des tarifs ferroviaires. La base de discussion sera constituée par le rapport du Comité d'experts économistes indépendants sur l'harmonisation des tarifs de transport concernant le charbon et l'acier.

A cette fin, la Haute Autorité a demandé aux gouvernements de proposer des experts qui feraient partie du Comité auquel elle a l'intention de confier les travaux conformément à l'article 46 du Traité.

L'importance que présente la réalisation de mesures d'harmonisation tarifaire ressort de la question écrite n° 4 posée à la Haute Autorité par M. Kapteyn, membre de l'Assemblée. Dans sa réponse à cette question, qui est reproduite dans le Journal officiel du 11 mai 1960, la Haute Autorité a fourni des renseignements sur l'état des travaux d'harmonisation et a fait connaître son intention de les poursuivre.

Mesures tarifaires intérieures spéciales

Le 10 mai 1960 la Cour de Justice a donné lecture des arrêts intervenus dans les recours introduits contre les décisions de la Haute Autorité du 5 février 1958 concernant certaines mesures tarifaires intérieures spéciales applicables en Allemagne et en France dans l'intérêt d'une ou plusieurs entreprises productrices de charbon ou d'acier (affaires 3/58 à 19/58, 25/58 et 26/58 ainsi que 27/58 à 29/58).

Les parties requérantes dans ces procès étaient en ce qui concerne les mesures tarifaires

allemandes : Le gouvernement fédéral ainsi que 18 entreprises des industries sidérurgiques et minières allemandes, avec intervention des gouvernements des six pays allemands intéressés;

françaises : Deux entreprises sidérurgiques et une société d'exploitation minière.

Les recours en cause ont été rejetés comme non fondés et les requérants et parties intervenantes ont été condamnés aux dépens.

D'une manière générale la Cour de Justice a confirmé l'interprétation de l'article 70 du traité et du par.10, alinéa 7 de la convention relative aux dispositions transitoires sur laquelle la Haute Autorité avait basé ses décisions.

Il résulte en particulier de ces arrêts :

- que la notion de discrimination en matière de tarifs de transport, visée à l'article 4b, telle qu'elle a été précisée à l'article 70 alinéa 1 du traité n'est applicable qu'aux conditions "relatives au transport";
- que la possibilité qui est donnée à la Haute Autorité par l'article 70 alinéa 4 du traité d'approuver l'application de mesures tarifaires intérieures spéciales dans l'intérêt d'une ou plusieurs entreprises constitue une réglementation d'exception voulue par le traité de l'interdiction générale des discriminations;
- que des mesures tarifaires de soutien ne sont admissibles qu'en tant qu'elles sont nécessaires pour permettre aux entreprises bénéficiaires de surmonter les difficultés exceptionnelles et temporaires (par ex. cas des entreprises allemandes situées à proximité de la frontière interzone);
- que l'emploi des mesures tarifaires de soutien comme moyen d'une politique d'implantation industrielle est interdit;
- que des mesures tarifaires destinées à maintenir un trafic au transporteur peuvent être admises sous réserve que la preuve soit apportée qu'elles ont été établies avant tout dans l'intérêt du transporteur et ne vont pas à l'encontre des buts du Traité.

Publicité des prix et conditions de transport

En ce qui concerne les recours introduits auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes contre la décision 18/59 de la Haute Autorité relative à la publicité des prix et conditions de transport, la procédure écrite est terminée et les plaidoiries sont prévues pour fin mai et début juin. Il est dès lors permis d'espérer que les arrêts de la Cour, dont dépendra l'action de la Haute Autorité dans une série de domaines importants, pourront être rendus avant l'été.

INVESTISSEMENTS ET RECHERCHES

Les quatre premiers mois de l'année 1960 constituent, dans le domaine des investissements, un record absolu en ce qui concerne le nombre des déclarations reçues et la valeur des investissements déclarés.

Il semble que la nécessité de combler le retard des investissements après le redressement conjoncturel de la production d'acier pendant la deuxième moitié de l'année 1959 ait contribué pour une large part à ce résultat spectaculaire. Il s'y ajoute le fait que plusieurs grands projets de la sidérurgie de la Communauté sont en train de se réaliser.

Si l'on compare la valeur des investissements déclarés pendant les mois de janvier à avril 1960 aux chiffres de l'année 1959 dans son ensemble, on obtient le tableau suivant :

Valeur des investissements déclarés en millions de dollars

	<u>1 9 5 9</u>	<u>1 9 6 0</u>
	(année entière)	(janvier à avril)
charbon	167	106
minerai	8	-
sidérurgie	495	627
	<hr/>	<hr/>
Total	670	733

Il est clair qu'on ne peut pas simplement multiplier par trois le chiffre de 733 millions de dollars pour obtenir une estimation de la valeur totale des investissements déclarés ou encore à déclarer pendant l'année 1960. Néanmoins, on peut d'ores et déjà affirmer que les possibilités de production de la sidérurgie communautaire vont augmenter considérablement à la suite des investissements décidés pendant ces premiers quatre mois de l'année 1960.

Les chiffres indiqués dans le tableau appellent quelques commentaires :

1) Charbon

Malgré la crise persistante un chiffre global d'investissement du 106 millions de dollars dans l'industrie

charbonnière peut surprendre à première vue. Il prend cependant toute sa signification quand on sait que ces prévisions de dépenses sont consacrées :

- pour 70 % à la construction de centrales minières;
- pour 20 % à la construction de cokeries minières;
- pour 10 % à des travaux aux sièges en liaison généralement avec des concentrations d'extraction.

On constate ainsi que ces dépenses servent, soit à la valorisation du charbon ou soit à la réduction des prix de revient. Dans aucun cas on n'a ouvert un nouveau siège.

2) Sidérurgie

Il est indispensable de détailler les chiffres globaux indiqués et on obtient ainsi le tableau suivant qui donne les investissements déclarés par grandes catégories :

(en millions de dollars)

	1959 (année entière)		1960 (janvier à avril)	
Fonte	115,-	23,2 %	124,-	19,8 %
Acier brut	17,-	3,4 %	70,-	11,1 %
dont:				
Aciéries LD et similaires	6,-	1,2 %	59,-	9,4 %
Laminoirs	302,-	61,1 %	342,-	54,6 %
dont:				
Laminoirs à produits plats et revêtements	191,-	38,6 %	271,-	43,2 %
Installations éner- gétiques et divers	61,-	12,3 %	91,-	14,5 %
	495,-	100,0 %	627,-	100,0 %

Les chiffres les plus remarquables sont ceux des investissements déclarés pendant les quatre premiers mois de 1960 pour les aciéries LD et similaires (59 millions de dollars) et pour les laminoirs à produits plats et les revêtements (271 millions de dollars). En ce qui concerne les aciéries LD, le fonctionnement des premières installations à caractère plutôt expérimental conduit actuellement à des conclusions favorables et ainsi à des réalisations à rythme très rapidement croissant.

Pour ce qui concerne les laminoirs à produits plats la valeur totale des déclarations d'investissements reçues est d'autant plus impressionnante qu'elle se concentre sur la production de larges bandes à chaud et à froid. Les premières études consacrées par la Haute Autorité à ce sujet, compte tenu des dernières déclarations reçues, semblent faire ressortir que les capacités en tôles fines ne se développeront pas, dans un avenir proche, à un rythme excessif par rapport à la demande prévisible.

Approfondissement des études prévisionnelles sur les besoins d'acier

Dans son 5ème rapport général qui, en avril 1957, définissait les objectifs généraux de la Communauté, la Haute Autorité avait chiffré les besoins d'acier tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation. Des chiffres avaient été donnés pour les besoins en "acier brut" pour les années 1960 et 1965, mais en ce qui concerne les besoins dans les différents types de produits, il était spécifié que les études n'avaient pu, à ce stade, avoir qu'un caractère préliminaire et que l'analyse devait être poursuivie suivant des méthodes plus approfondies.

Depuis lors, les services de la Haute Autorité ont mis au point ces méthodes, ils se sont efforcés de rassembler et d'analyser les statistiques disponibles; ils ont commencé l'élaboration des études des besoins des différents pays répartis entre les plus gros secteurs consommateurs d'acier et à l'intérieur de ceux-ci en distinguant selon les produits. A ce sujet, on rappellera que le Comité consultatif a, l'an dernier, fourni des indications sur des questions d'ensemble relatives à la consommation d'acier pour quelques grands secteurs; d'autre part, des contacts ont été pris avec les experts des principales branches utilisatrices d'acier, tant en ce qui concerne l'amélioration des connaissances de la structure de ces consommations que les développements prévisibles.

L'ensemble de ces travaux constituera une étude d'un caractère totalement neuf pour les six pays; ils permettront à la Haute Autorité de confronter utilement, en liaison avec les intéressés, l'orientation des fabrications telle qu'elle est connue par les déclarations des entreprises et la répartition des besoins par produit.

RECHERCHE TECHNIQUE

En matière de recherche technique acier il convient de citer les développements suivants :

Recherches en cours

En complément aux essais d'injection de fuel liquide dans un haut fourneau de la Société des Aciéries de Pompey marchant en charge non préparée, la Haute Autorité a accordé, en date du 9 février 1960 et dans le cadre du crédit spécial de 650 000 unités de compte, une aide au Centre national de recherches métallurgiques et à la Société Cockerill-Ougrée pour une campagne d'environ 8 mois de recherches sur l'injection de fuel liquide dans un haut fourneau de Seraing marchant en charge préparée (40 % puis 100 % d'agglomérés dans le lit de fusion).

Les recherches sur la suppression même des fumées rousses ont été couronnées de succès; la Haute Autorité a été saisie le 26 avril 1960 d'une demande d'aide complémentaire (83 500 unités de compte) pour des recherches tendant à utiliser économiquement la vapeur produite dans la chaudière de récupération.

Projets en préparation

La demande d'aide (416 000 unités de compte) pour l'enrichissement des minerais de fer silicatés par flottation a été présentée à la Haute Autorité le 15 mars 1960 conjointement par l'Institut de recherches sidérurgiques (France) et la Studiengesellschaft für Doggererze (Allemagne).

La demande d'aide (341 000 unités de compte) pour des recherches sur la combustion de gaz non épuré de haut fourneau a été accordée par décision de la Haute Autorité en date du 18 mai 1960.

PROBLEMES DU TRAVAIL

Réadaptation

Les actions de réadaptation qui ont donné lieu à une décision positive au titre du paragraphe 23 de la convention relative aux dispositions transitoires avant le 10 février 1960 sont assurées jusqu'à leur terme du concours financier de la Haute Autorité.

Mais, depuis le 10 février 1960, celle-ci ne peut plus décider de nouvelles interventions sur la base du paragraphe 23.

Elle a donc été amenée à prendre les 3 et 9 février 1960 de nombreuses décisions en faveur de travailleurs qui ont été ou qui seront prochainement licenciés par des entreprises allemandes, belges, françaises et italiennes (1).

Ces décisions correspondant aux derniers cas d'application du paragraphe 23, il convient de dresser le bilan de l'usage que la Haute Autorité a fait de ce texte.

Du 18 mars 1954 - date où elle a décidé pour la première fois de contribuer financièrement à une action de réadaptation - au 9 février 1960, la Haute Autorité a affecté 42 518 898 unités de compte à la réadaptation de 115 085 travailleurs appartenant à des entreprises que les conséquences de l'établissement du marché commun du charbon et de l'acier amènent à cesser ou à changer leur activité.

On trouvera dans le tableau n° 1 en annexe la ventilation de ces deux chiffres globaux par secteur industriel et par pays.

Révision de l'article 56 du Traité

La Cour de Justice des Communautés européennes et l'Assemblée parlementaire européenne se sont prononcées, respectivement les 4 et 29 mars, sur le texte que la Haute Autorité et le Conseil spécial de ministres leur avaient proposé, à la suite de la 66ème session du Conseil, pour compléter l'article 56 du traité.

(1) On trouvera la liste de ces entreprises, ainsi que le nombre des travailleurs intéressés et le montant des crédits ouverts dans la note d'information "Evénements sociaux dans la Communauté", de la Direction générale problèmes du travail, assainissement et reconversion de la Haute Autorité, Vème année, n° 2, pp. 24 et 25.

La Cour a reconnu que le nouveau texte satisfaisait aux exigences du troisième alinéa de l'article 95 et l'Assemblée l'a approuvé par 114 voix contre 2; c'est-à-dire à une majorité qui dépasse largement celle qui était requise (1).

Ainsi, de même qu'elle a pu jusqu'au 10 février 1960 décider de contribuer à la réadaptation des mineurs et des sidérurgistes occupés dans des entreprises que des conséquences de l'établissement du marché commun du charbon et de l'acier contraignaient à cesser ou à changer leur activité, la Haute Autorité est désormais habilitée à faire face à des situations résultant de l'évolution structurelle du marché.

Ce sont les dispositions suivantes qui ont été ajoutées à l'article 56 :

"Si des changements profonds des conditions d'écoulement dans les industries du charbon ou de l'acier, qui ne sont pas directement liés à l'établissement du marché commun, placent certaines entreprises dans la nécessité de cesser, de réduire ou de changer leur activité, de façon définitive, la Haute Autorité, sur la demande des gouvernements intéressés :

- a) peut faciliter, suivant les modalités prévues à l'article 54, soit dans les industries relevant de sa juridiction, soit sur avis conforme du Conseil dans toute autre industrie, le financement des programmes approuvés par elle de création d'activités nouvelles économiquement saines ou de transformation d'entreprises, susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible;
- b) peut consentir une aide non remboursable pour contribuer :
 - au versement d'indemnités permettant à la main-d'oeuvre d'attendre d'être replacée;
 - à assurer, par des allocations aux entreprises, le paiement de leur personnel en cas de mise en congé temporaire nécessitée par leur changement d'activité;
 - à l'attribution aux travailleurs d'allocations pour frais de réinstallation;
 - au financement de la rééducation professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi.

(1) Calculée sur les 141 sièges pourvus, la majorité des deux tiers des membres composant l'Assemblée était égale à 94. Quant à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés, elle s'élevait à 87.

La Haute Autorité subordonne l'octroi d'une aide non remboursable au versement par l'Etat intéressé d'une contribution spéciale au moins équivalente au montant de cette aide, sauf dérogation autorisée par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers."

Reconversion

Le Conseil spécial de ministres et la Haute Autorité avaient décidé le 31 juillet 1959, au cours de la 62ème session du Conseil, l'organisation d'une conférence qui serait consacrée à l'examen des problèmes posés par la reconversion industrielle des régions touchées par les fermetures de mines.

La date à laquelle cette conférence se tiendra n'est pas encore fixée. On prévoit maintenant qu'elle se réunira probablement dans le courant de l'été.

Les travaux préparatoires sont assurés, sous la présidence de la Haute Autorité, par un groupe de travail composé de représentants des gouvernements des pays de la C.E.C.A. et du Royaume-Uni, du Conseil spécial de ministres, de la Haute Autorité, de la Commission de la C.E.E. et de la Banque européenne d'investissement et par deux commissions techniques.

La commission "Moyens d'intervention" étudie les mesures les plus efficaces auxquelles les gouvernements peuvent recourir en vue de l'industrialisation et de la reconversion industrielle. La Haute Autorité a mis à sa disposition un ouvrage qu'elle a publié sous le titre de "Dispositions pour faciliter la création d'activités nouvelles". Il s'agit d'un recueil où les dispositions juridiques et financières en vigueur dans les pays de la Communauté et au Royaume-Uni sont présentées selon un plan et une classification identiques.

La commission "Expériences de reconversion", analyse les difficultés rencontrées au cours du déroulement de différentes opérations de reconversion, ainsi que les résultats qui furent obtenus.

Les rapports des commissions techniques permettront à la conférence d'apprécier l'efficacité relative des moyens divers qui ont été et sont encore mis en oeuvre et de déterminer les méthodes qu'il conviendrait de suivre afin d'atteindre des résultats satisfaisants dans les cas qui se présenteront désormais.

Les différentes institutions des Communautés (C.E.C.A., C.E.E. et Banque européenne d'investissement) s'inspireront ensuite des conclusions de la conférence pour déterminer la façon selon laquelle leurs propres moyens d'action pourraient se combiner le plus efficacement avec ceux dont disposent les gouvernements.

Libre circulation de la main-d'oeuvre

Le comité directeur que des représentants des Etats membres avaient créé le 15 octobre 1959 a entrepris les 23, 24 et 25 février 1960 la préparation de la réunion qu'une commission intergouvernementale tiendra au début de l'automne pour proposer l'établissement d'une seconde liste des métiers dont l'exercice donne droit à l'attribution de la carte de travail de la Communauté.

Ce comité directeur se réunira de nouveau au mois de juin prochain.

Salaires

La Haute Autorité a remis au Comité consultatif la documentation qu'il lui avait demandée afin d'être en mesure de donner une réponse approfondie à la question dont il avait été saisi au sujet des salaires (1).

Cette importante documentation, qui a été élaborée avec le concours de plusieurs commissions et d'instituts de sociologie, comprend :

- trois séries de monographies nationales et trois rapports de synthèse sur les systèmes de liaison des salaires à la production, au rendement et à la productivité qui sont en vigueur dans les charbonnages, les mines de fer et la sidérurgie de la Communauté;

- six monographies nationales et un rapport de synthèse, intitulés "Niveau de mécanisation et mode de rémunération", qui ont été établis à partir de recherches de caractère sociologique menées dans chacun des six pays. Sauf celles du Luxembourg (où furent choisis les aciéries et les hauts fourneaux), toutes ont porté sur les laminoirs. On a retenu trois installations travaillant à des stades de mécanisation nettement différenciés (un train à main, un train semi-mécanisé ou mécanisé et un train continu) et on a étudié, dans chaque cas, l'influence de l'ouvrier sur la production (quantité produite, qualité du produit, matériel utilisé, etc.); le fonctionnement des divers systèmes de rémunération pratiqués et le comportement des ouvriers au travail : ce qu'ils pensent eux-mêmes et de leur influence sur la production et des systèmes de rémunération qui leur sont appliqués.

(1) "De l'avis du Comité consultatif, quelles initiatives la Haute Autorité peut-elle prendre, en conformité avec les dispositions du traité, en vue de favoriser une liaison rationnelle entre la structure des rémunérations et le niveau de la productivité, dans la perspective de l'article 3 du traité?"

Sécurité sociale

La Haute Autorité a entrepris une étude des charges particulières de sécurité sociale que supporte l'industrie minière.

Elle s'est mis d'accord avec le gouvernement français sur une série de questionnaires qui permettront de comparer la sécurité sociale minière et le régime général en ce qui concerne tant le montant des cotisations et le coût des prestations que le nombre des cotisants et des bénéficiaires.

Des conversations, qui aboutiront notamment à l'adaptation de ces questionnaires aux règles en vigueur dans chaque pays, vont maintenant être engagées avec les autres gouvernements.

Sécurité, hygiène et médecine du travail

a) Pendant la période à laquelle se rapporte le présent Bulletin, la Haute Autorité a attribué trois montants prélevés sur le crédit de trois millions d'unités de compte qu'elle avait ouvert en 1957 au titre du premier programme d'études et de recherches sur la médecine du travail :

- 372 914 unités de compte à 53 projets de recherches intéressant la réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles;
- 161 525 unités de compte à 14 projets de recherches sur les facteurs autres que techniques qui peuvent se trouver à l'origine des accidents du travail;
- 135 000 unités de compte à 9 projets concernant la lutte technique contre les poussières dans les mines et dans la sidérurgie.

b) Le 7 avril 1960, la Haute Autorité a décidé d'affecter 2 800 000 unités de compte au financement d'un deuxième programme d'études et de recherches sur la médecine du travail.

Ce programme, dont la réalisation s'étendra sur quatre ans, comprendra :

- des recherches sur la silicose, l'emphysème, les facteurs d'ambiance (hautes températures, bruit, nocivité de certains gaz) et les facteurs liés à l'individu (notamment la fatigue) qui sont susceptibles d'altérer la capacité de travail de la main-d'oeuvre, ainsi que des recherches fondamentales sur les brûlures graves;
- des recherches qui pourraient être demandées par l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille;

- des aides à la coopération scientifique;
- des aides au perfectionnement des jeunes chercheurs;
- des aides techniques à la documentation et à l'information.

Formation professionnelle

a) La Haute Autorité a approuvé une étude comparative, intitulée "La structure et l'organisation de l'enseignement général et technique dans les pays de la Communauté", qui était destinée à préparer l'action qu'elle a décidé de mener, en accord avec les gouvernements, afin de promouvoir l'harmonisation de la formation professionnelle des travailleurs des industries de la C.E.C.A.

b) La Haute Autorité a publié une brochure intitulée "La collaboration entre l'enseignement et les industries de la C.E.C.A."

Cette brochure comprend six rapports que des experts gouvernementaux ont élaborés sur la situation en la matière dans leurs pays respectifs.

Les différences, d'un pays à l'autre, de la structure et de l'organisation de l'enseignement se reflètent dans la présentation de ces études. Cependant, ces monographies nationales et l'ensemble qu'elles forment constituent finalement un exposé suffisamment comparable des réalisations les plus caractéristiques.

Par cette documentation de base mise à la disposition des gouvernements et des personnes directement intéressées, la Haute Autorité cherche à favoriser l'intensification d'une collaboration systématique des enseignements et des responsables des mines ou des usines sidérurgiques.

Le développement rapide du progrès technique et du progrès social impose cette intensification afin de permettre aux programmes d'enseignement et de formation des ouvriers qualifiés, des techniciens et des cadres de ne pas se laisser distancer par l'évolution de la technique et des sciences du travail.

Logement ouvrier

a) La Haute Autorité avait publié les premiers résultats de l'enquête sur la situation du logement des travailleurs des industries de la C.E.C.A.

De nouveaux tableaux sont maintenant disponibles (1).

(1) Voir Informations statistiques, 6ème année, n° 3 et 6.

Etant ventilés par bassin et région - et non plus selon les trois secteurs industriels et les six pays -, ils permettent de formuler des conclusions plus précises sur la localisation des besoins.

b) C'est au cours du mois de mars 1960 qu'a été occupé le 30 000ème des logements ouvriers au financement desquels la Haute Autorité a contribué.

Au 1er mai 1960, l'effort financier de la Haute Autorité s'étendait à 46 607 logements - dont 30 171 étaient achevés, 11 763 en construction et 4 673 "en préparation de construction".

L'état des travaux relevant des deux programmes expérimentaux et des deux premiers programmes avec crédits ressort des tableaux 2 et 3 figurant en annexe.

Quant au nombre des logements que la Haute Autorité a déjà financés dans le cadre du troisième programme avec crédits, il correspond à la différence entre les chiffres ci-dessus indiqués et ceux qui figurent dans les tableaux 2 et 3 en annexe.

+

+ +

On trouvera dans les numéros 2, 3 et 4 (Vème année) de la Note d'Information (1) les renseignements au sujet des réunions qu'ont tenues du début de février à la fin de mai la plupart des commissions et des groupes de travail qui collaborent avec la Haute Autorité dans l'élaboration de ses études sur les salaires, la sécurité sociale, les conditions de travail et la formation professionnelle ou qui la conseillent en vue des recherches qu'elle subventionne en matière de sécurité, d'hygiène et de médecine du travail. On y trouvera également des précisions sur l'activité de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille. En effet, les réunions de ses groupes de travail et de ses sous-commissions ont été si nombreuses et d'une technicité telle qu'il n'est pas possible de les résumer en quelques lignes.

(1) Voir note page 41.

A n n e x e s

Tableau 1

RECAPITULATION DES ACTIONS DE READAPTATION AU FINANCEMENT

DESQUELLES LA HAUTE AUTORITE A DECIDE DE CONTRIBUER AU TITRE DU PAR.23

P a y s	Charbonnages		Mines de fer		Sidérurgie		Totaux par pays	
	Travailleurs (1)	Crédits (2)	Travailleurs (1)	Crédits (2)	Travailleurs (1)	Crédits (2)	Travailleurs (1)	Crédits (2)
ALLEMAGNE	54 200	17 061	250	59	650	226	55 100	17 346
BELGIQUE	28 900	10 560					28 900	10 560
FRANCE	6 655	1 551	250	47	5 000	914	11 905	2 512
ITALIE	5 530	2 364			13 650	9 736	19 180	12 100
C.E.C.A.	95 285	31 536	500	106	19 300	10 876	115 085	42 518

(1) Trois catégories de travailleurs sont confondues dans cette colonne : ceux qui, ayant fait partie d'une opération maintenant terminée, ont déjà bénéficié des aides de réadaptation; ceux qui, impliqués dans une opération en cours, en bénéficient encore; ceux qui sont susceptibles d'en bénéficier prochainement parce que leur licenciement interviendra au cours du reste de l'année 1960 ou en 1961. Les chiffres qui se rapportent à la dernière catégorie ne représentent qu'une estimation : il s'agit seulement du nombre prévisible des travailleurs à réadapter. Il est possible que certaines entreprises réussissent à éviter un nombre plus ou moins grand des licenciements qu'elles avaient d'abord envisagés.

(2) a) En milliers d'unités de compte A.M.E.

b) L'imprécision qui subsiste au sujet du nombre des bénéficiaires rend incertain le montant du coût de la réadaptation. La Haute Autorité ne saurait affirmer qu'elle utilisera en totalité les crédits qu'elle a ouverts. Tout ce qu'elle peut dire, c'est que ces crédits sont à la disposition des travailleurs; qu'ils sont prêts à répondre à leurs besoins.

Tableau 2

ETAT D'AVANCEMENT, AU 1er MAI 1959, DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION
FINANCES PAR LA HAUTE AUTORITE

1er programme expérimental et 1er programme avec crédits

P a y s	C R E D I T S (en millions U.C. A.M.E.) d o n t					Nombre de loge- ments finan- cés	d o n t		
	Ressources propres Haute Autorité	%	Moyens complémen- taires	%	Total octroyé	%	en prépa- ration	en cons- truction	achevés
ALLEMAGNE (1)	12 965 000	53	-	-	12 965 000	53	-	219	10 296
BELGIQUE	4 350 000	18	-	-	4 350 000	18	-	118	1 802
FRANCE	7 020 000	28	-	-	7 020 000	28	60	665	1 465
ITALIE (2)	50 000	0,2	-	-	50 000	0,2	102	78	68
LUXEMBOURG	150 000	0,6	-	-	150 000	0,6	-	-	75
PAYS-BAS (3)	50 000	0,2	-	-	50 000	0,2	-	-	54
COMMUNAUTE	24 585 000	100	-	-	24 585 000	100	162	1 080	13 760

(1) Y compris la Sarre

(2) Un programme de construction dans lequel la Haute Autorité n'intervient ni par des crédits ni par une garantie a en outre été établi à son initiative.

(3) Les Pays-Bas n'ont pas participé à ce programme car les conditions du marché financier étaient en 1954/55 si favorables que les services intéressés n'ont pas sollicité d'aide financière.

Tableau 3

ETAT D'AVANCEMENT, AU 1er MAI 1959, DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION

FINANCES PAR LA HAUTE AUTORITE

2ème programme expérimental et 2ème programme avec crédits

P A Y S	C R E D I T S (en millions U.C. A.M.E.)					Nombre de logements finan- cés	d o n t		
	Ressources propres Haute Autorité	%	Moyens complémentaires	%	Total octroyé	%	en prépa- ration	en cons- truction	achevés
ALLEMAGNE (1)	9 553 000	49	12 100 000	71	21 653 000	59	1 148	3 924	9 636
BELGIQUE	1 912 000	10	-	-	1 912 000	5	358	113	123
FRANCE	3 799 500	19	-	-	3 799 500	11	366	1 042	256
ITALIE	2 500 000	13	600 000	3	3 100 000	8	1 103	1 487	376
LUXEMBOURG	308 000	2	200 000	1	508 000	1	60	44	2
PAYS BAS	1 403 000	7	4 200 000	25	5 603 000	16	72	779	317
COMMUNAUTE	19 475 500	100	17 100 000	100	36 575 500	100	3 107	7 389	10 710

(1) Y compris la Sarre